

Article 31 du Règlement

Jusqu'à aujourd'hui, avec notre aide, plus de 600 000 Canadiens ont présenté des pétitions contre la TPS. Les libéraux donnent maintenant aux Canadiens d'un océan à l'autre la possibilité de dire non à cette taxe.

Du lundi 12 mars au vendredi 16 mars, les Canadiens pourront voter contre la TPS en composant le 1-900-720-6052, à toute heure du jour ou de la nuit. Du 12 au 16 mars, ils pourront, en contrepartie de frais minimes de 50c. l'appel, dire au gouvernement qu'ils sont contre l'imposition de la TPS.

Les libéraux montrent encore la voie en donnant aux Canadiens l'occasion de se prononcer contre la pire et la plus ignoble ponction fiscale de l'histoire du Canada, en composant un simple numéro de téléphone. Envoyons donc au gouvernement ce message: «A bas la taxe.»

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, tous les fabricants du Canada voient d'un bon oeil qu'on remplace la taxe fédérale de vente vieille et boiteuse. Alors que d'autres formulent des critiques superficielles, nos fabricants canadiens considèrent qu'on répare ainsi une injustice de longue date. Après tout, le régime actuel les désavantage depuis environ 65 ans.

L'application de la TPS supprimera les inégalités inhérentes au régime actuel en matière de concurrence, stimulera les investissements et nous mettra mieux en mesure de soutenir la concurrence internationale, selon M. Jordan Sullivan, président de Strong Equipment de Woodbridge, en Ontario.

Les critiques en chambre de la taxe sur les produits et services devraient réexaminer leurs arguments hâtifs. Une initiative aussi importante que la TPS qui permettrait au secteur manufacturier d'économiser entre 1 p. 100 et 3 p. 100 sur les prix ne mérite pas d'être la cible de critiques irréfléchies.

* * *

● (1410)

LE BUDGET

M. Ken Hughes (Macleod): Monsieur le Président, notre gouvernement prend d'importantes mesures en vue de contrôler les dépenses, de gérer l'économie et d'investir dans l'avenir même de notre pays. Cela concerne tous les Canadiens.

Mais soyons réalistes. Quel degré de contrôle aurons-nous sur nos affaires si nous ne réglons pas notre hypothèque nationale? Quel degré de contrôle avons-nous sur notre destin si nous appartenons aux étrangers? Notre gouvernement lutte vaillamment pour contrôler les dépenses et regagner la souveraineté perdue durant les années d'indifférence et de mauvaise administration financières d'un certain Pierre Elliott Trudeau et du Parti libéral du Canada.

Si le Canada perd sa souveraineté et sa capacité de contrôler ses propres affaires, ce sera clairement à cause de la mauvaise administration financière dont on s'est rendu coupable à l'époque Trudeau.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur est jaloux de la popularité du Parti libéral. Il a trouvé un nouveau moyen pour recruter des membres. En effet, un grand nombre de Canadiens ont infiltré les associations de circonscription de certains députés conservateurs albertains. De toute évidence, ils ne l'ont pas fait pour joindre les rangs du Parti conservateur, mais, bien sûr, pour faire rejeter la taxe sur les produits et services.

En dépassant de loin les limites du bon sens tant par la lourdeur que par la complexité de la fiscalité, et en faisant fi des désirs de plus des deux tiers de l'électorat, le gouvernement a contraint des citoyens par ailleurs calmes et respectueux des lois à prendre position et à dire que c'en est trop. Ils ont dit dans des termes non équivoques au gouvernement qu'ils ne voulaient pas entendre parler de la TPS.

Outre de composer le numéro 1-900-720-6052 pour manifester leur opposition à la TPS, les citoyens canadiens sont prêts à presque tout pour s'y opposer, y compris, peut-on le croire! à acheter des cartes de membre du Parti conservateur.

* * *

LE BUDGET

M. Lee Richardson (Calgary—Sud—Est): Monsieur le Président, notre gouvernement a été élu il y a six ans pour atteindre un objectif crucial: reprendre en main les dépenses de la nation. Cet objectif a la priorité sur tous les autres parce que nous n'avons pas le choix. Nous ne pouvons envisager ni planifier quelque projet que ce soit si nous ne disposons pas des fonds nécessaires.